

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Montréal, le 16 mai 2007 - A une semaine de la conférence internationale pour l'interdiction des BASM (bombes à sous-munitions) à Lima au Pérou, Handicap International publie aujourd'hui un nouveau rapport sur les conséquences de ces armes : « *Circle of Impact : the Fatal Footprint of cluster munitions on people and communities* ». Un précédent rapport avait déjà démontré que 98 % des victimes de sous-munitions étaient des civils. Cette nouvelle étude va plus loin en prouvant l'impact social et économique des sous-munitions sur des populations parmi les plus vulnérables dans 25 pays et régions du monde.

Une bombe à sous-munitions est une catégorie de munitions destinée à arroser un large périmètre lors d'un conflit: le conteneur s'ouvre et disperse des centaines de sous-munitions (petites bombes) au-dessus d'une zone pouvant atteindre plusieurs hectares. Ce nouveau rapport, au-delà des chiffres confirmés, nous explique que 98 % des victimes recensées sont des civils et met en lumière l'impact social et économique des sous-munitions.

Au moins 440 millions de sous-munitions ont été dispersées sur de larges zones dans de nombreux pays du monde regroupant au total 400 millions d'habitants. On estime que 5 à 30 % d'entre elles n'ont pas explosé, soit entre 22 millions et 132 millions. La présence de ces armes terrorise les populations civiles dans des contextes de vulnérabilité particulière, le plus grand nombre de victimes étant enregistré notamment lors du retour des populations dans leurs régions d'habitation après les conflits. Ces civils, dans l'ensemble non informés et non préparés aux dangers liés à la présence de sous-munitions non explosées, constituent les groupes de victimes les plus vulnérables.

La présence de sous-munitions non explosées aggrave considérablement la précarité économique qui caractérise déjà la situation de la majorité des civils après un conflit, notamment dans les 5 pays les plus pollués par des sous-munitions non explosées comptant parmi les plus pauvres de la planète : Afghanistan, Cambodge, Irak, Laos et Vietnam.

Malgré la difficulté d'obtenir des informations sur les accidents durant et après les conflits, il est toutefois clair que les sous-munitions non explosées à travers le monde transforment les habitations, les environnements et les zones de vie de 400 millions d'êtres humains en véritables champs de mines. Un total de 13 306 accidents dus aux sous-munitions sont confirmés. Cependant, comme 96% des accidents ont lieu dans des pays où il n'y a pas eu ou peu de collecte fiable et régulière d'informations, il y a, sans aucun doute, beaucoup plus d'accidents à travers le monde. Dans des zones à forte utilisation de BASM, comme en Irak par exemple, les conflits ont causés plus de 1.000 accidents, tandis qu'au Laos, plus de 4 000 victimes ont été recensées après les conflits.

Les BASM menacent les civils lorsqu'ils sont les plus vulnérables. Une augmentation sensible des accidents a été ainsi identifiée durant le retour des habitants après la fin d'un conflit dans la plupart des pays fortement touchés, comme l'Afghanistan, l'Albanie, le Kosovo ou le Laos. Les populations, ignorantes du risque et non préparées au danger des sous-munitions non explosées, constituent la plus grande partie des victimes. Les accidents arrivent lorsque les gens évaluent les dommages causés à leurs habitations ou leurs jardins. Les enfants qui jouent sont plus particulièrement en danger durant cette période, les témoignages ne cessent de le démontrer. Au Kosovo, 53% des accidents ont eu lieu dans les deux mois qui ont suivi la fin du conflit, frappant principalement des jeunes garçons entre 5 et 15 ans.

Ce nouveau rapport arrive juste une semaine avant que les États se réunissent à Lima, au Pérou, du 23 au 25 mai prochains, pour préparer le texte d'un nouveau traité (espéré pour 2008) interdisant les BASM et créant un cadre clair pour la coopération et l'assistance aux survivants et aux communautés affectées par ces armes. En effet, depuis l'échec de la Convention sur les Armes Classiques (CCW) fin 2006, le Processus d'Oslo s'est engagé dès février 2007 à l'initiative de la Norvège, réunissant quelque 55 États, incluant le Canada, l'Afghanistan, le Cambodge, l'Allemagne, le Japon, le Liban, le Royaume-Uni et même les États-Unis, décidés à prendre des initiatives pour une interdiction des BASM. Durant cette conférence, un projet de déclaration prévoit d' « interdire l'utilisation, la production, le transfert et le stockage de ces bombes à sous-munitions qui portent atteinte de façon inacceptable aux civils ». Bien qu'initialement réticent à ratifier un tel accord, le Canada a adhéré à cette déclaration comme l'ont fait 45 autres États.

Cette conférence s'appuie sur les négociations entamées à Oslo en février dernier et a pour objectif d'avancer sur les termes du traité d'interdiction internationale des BASM prévu en 2008. Bien que réticent au départ à intégrer le Processus d'Oslo, le Canada a confirmé sa participation à la conférence de Lima. Dans le cadre des prochaines conférences internationales sur cette problématique, la plupart des négociations se concentreront sur des définitions et des « critères techniques » concernant ces armes, mais il est important de garder à l'esprit les mots d'un diplomate norvégien précisant que « *ce processus a débuté à cause des impacts dévastateurs de ces armes sur les vies humaines. Nous devons faire cela pour les gens : il sont au centre de ce traité.* »

Circle of Impact : The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities est l'étude de l'impact des sous-munitions sur les populations civiles à travers le recueil de données sur les accidents et l'analyse des profils socio-économiques. Il utilise les informations disponibles sur les accidents dus aux utilisations de BAMS et de sous-munitions pour démontrer l'impact humain depuis le conflit lui-même, et au-delà de la rapide phase d'urgence qui s'en suit, jusqu'à après le conflit, période durant laquelle les vies des individus, des familles et des communautés entières s'en trouvent affectées pendant des générations.

Handicap International est une organisation internationale spécialisée dans le handicap. Non gouvernementale, non religieuse, apolitique et sans but lucratif, l'association travaille auprès des personnes en situation de handicap, quel que soit leur contexte, en leur apportant assistance et support dans leurs efforts pour devenir autonome. Depuis sa création, l'organisation a mis en place des programmes dans plus de 60 pays et est intervenu dans de nombreuses situations d'urgence. En 1997, elle obtenu le co-prix Nobel de la Paix pour son action contre les mines antipersonnel. Le mouvement s'appuie sur un réseau de 8 associations nationales dont le **Canada depuis 2003**, qui fournissent des ressources humaines et financières, gèrent des projets de coopération et maintiennent la société civile en éveil sur leurs actions et leur combat.

Plus d'informations et rapport disponible sur : <http://www.handicapinternational.be/index.php>

- 30 -

Renseignements :

Nancy De Graff

Tél: (514) 908-2813 poste 222 / (514) 983-2813

nancy.degraff@handicap-international.ca

Sandrine Guillot

Tél: (514) 908-2813 poste 224

sandrine.guillot@handicap-international.ca